



Service Vétérinaire –
Protection de l'environnement et de la nature
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 RENNES

RENNES, le 10/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERMINIERE DE L'OUEST

LA LANDE
35460 Val-Couesnon

Références : DDPP35 2023 03148 RP
Code AIOT : 0005518850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement VERMINIERE DE L'OUEST implanté LA LANDE 35460 Val-Couesnon. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan de contrôle pluriannuel des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERMINIERE DE L'OUEST
- LA LANDE 35460 Val-Couesnon
- Code AIOT : 0005518850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation d'élevage d'insecte a été autorisée par arrêté préfectorale du 30 novembre 1976. L'établissement bénéficie de l'antériorité vis-à-vis de la nouvelle nomenclature des installations classées (Rubrique 2150 - Coléoptères, diptères, orthoptères (activité d'élevage de) à l'exclusion des activités de recherche et développement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle de prescriptions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Généralités	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Généralités	Arrêté Ministériel du 22/11/2017, article 9 > II.	/	Lettre de suite préfectorale	
16	Dispositions liées à l'exploitation	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
19	Prévention de la libération d'insectes	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
22	Prévention de la libération d'insectes	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
24	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 24	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
32	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/12/1976, article 2-1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
31	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 30/11/1976, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 7	/	Sans objet
7	Généralités	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 9 > I.	/	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 11	/	Sans objet
10	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > I.	/	Sans objet
11	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > II.	/	Sans objet
12	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > III.	/	Sans objet
13	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > IV.	/	Sans objet
14	Dispositions liées à l'exploitation	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13	/	Sans objet
15	Dispositions liées à l'exploitation	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 14	/	Sans objet
17	Prévention de la libération d'insectes	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 16	/	Sans objet
18	Prévention de la libération d'insectes	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 18	/	Sans objet
20	Prévention de la libération d'insectes	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 20	/	Sans objet
21	Prévention de la libération d'insectes	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 21	/	Sans objet
23	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 23	/	Sans objet
25	Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 42 > I.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
26	Véhicules - engins de chantier	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 42 > II.	/	Sans objet
27	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 43	/	Sans objet
28	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 44	/	Sans objet
29	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 45	/	Sans objet
30	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 46	/	Sans objet
33	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 02/12/1976, article 2-2	/	Sans objet
34	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 03/12/1976, article 2-3	/	Sans objet
35	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 04/12/1976, article 2-4	/	Sans objet
36	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 05/12/1976, article 2-5	/	Sans objet
37	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 06/12/1976, article 2-6	/	Sans objet
38	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 07/12/1976, article 2-7	/	Sans objet
39	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 08/12/1976, article 2-8	/	Sans objet
40	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 09/12/1976, article 2-9	/	Sans objet
41	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 10/12/1976, article 2-10	/	Sans objet
42	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 12/12/1976, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux évolutions réglementaires, une actualisation du dossier d'autorisation est nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 3
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : La fosse extérieur de rétention des eaux usées indiquée sur les plans du dossier dont le dépôt a été réceptionné 2004 a été déplacé. Le circuit concernant les eaux vannes et les eaux grises ne figure pas sur les plans de 2004. Un projet de remise en conformité des eaux usées issus des vestiaires et sanitaires est en cours d'étude.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 4
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'autorisation tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection l'environnement, spécialité installations classées ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le plan de localisation des risques, (cf. article 8) ;- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ;- le plan général des stockages (cf. article 9) ;- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ;- le registre d'exploitation (cf. article 15) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 25) ;- le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. article 35) ;- le programme de surveillance des émissions (cf. article 47). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Le dossier d'autorisation n'est pas entièrement tenu à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : 10 mètres des limites de propriété de l'installation ; 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance), des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Lorsque le substrat utilisé pour l'élevage ne contient pas de sous-produits animaux, cette distance est de 35 mètres ; 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées. Lorsque le substrat utilisé pour l'élevage ne contient pas de sous-produits animaux, cette distance est de 35 mètres.
Constats : Un plan d'eau est situé à moins de 35 mètre des bâtiments. Les plans transmis ne présente pas l'ensemble des informations prévus par la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions de prévention d'envois des poussières suivantes : - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.
Constats : pas de non conformité observé le jour de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 7
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : pas de non conformité observé le jour de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Généralités.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 8
Thème(s) : Élevage, Généralités
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Le plan transmis ne montre pas les emplacements des parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 9 > I.
Thème(s) : Élevage, Généralités
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Les fiches de données sécurité des produits dangereux sont présentes. Veillez à tenir à jour la liste lors de l'achat d'un nouveau produit dangereux
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/11/2017, article 9 > II.
Thème(s) : Élevage, Généralités
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Les installations électrique ont fait l'objet d'une vérification périodique annuel. Des non-conformités ont été relevés lors de ce contrôle. Les mesures correctives doivent être mise en place afin d'assurer la sécurité des personnels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 11
Thème(s) : Élevage, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Des extincteurs sont présent à l'intérieur des installations. Ils ont fait l'objet d'une vérification annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > I.
Thème(s) : Élevage, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes ; 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : pas de non-conformité observé le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > II.
Thème(s) : Élevage, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
Constats : Pas de non-conformité observé le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > III.
Thème(s) : Élevage, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Pas de rétentions à l'air libre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12 > IV.
Thème(s) : Élevage, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Pas de non-conformité observé le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Dispositions liées à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.
Constats : Pas de non-conformité observé le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Dispositions liées à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 14
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des nuisibles et des insectes autres que les coléoptères, diptères ou orthoptères élevés dans l'installation, ainsi que pour en assurer leur destruction.
Constats : Pas de non-conformité observé le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Dispositions liées à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 15
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre mentionnant en kg les quantités d'insectes produites chaque jour. Les quantités de substrats utilisées et leurs natures sont également renseignées.
Constats : Pas de registre des quantités d'insecte produite par jour. Les quantités de substrats utilisées et leurs natures ne sont pas renseignées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 17 : Prévention de la libération d'insectes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 16
Thème(s) : Élevage, Prévention de la libération d'insectes
Prescription contrôlée : L'élevage, le transit et la manipulation d'insectes vivants sont réalisés dans des équipements ou récipients conçus, remplis et agencés de telle sorte que les insectes, à tous les stades de vie, ne peuvent s'en échapper par eux-mêmes.
Constats : Pas de constat de fuite d'insecte le jour de l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Prévention de la libération d'insectes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 18
Thème(s) : Élevage, Prévention de la libération d'insectes
Prescription contrôlée : Si les bâtiments présentent des ouvertures (fenêtres portes, systèmes de ventilation, ...), toutes les dispositions sont prises pour éviter toute fuite de diptère adulte volant à l'extérieur des bâtiments d'élevage. Dans les locaux dans lesquels sont présents des insectes adultes, des moustiquaires ou tout dispositif d'efficacité équivalente sont installés de façon à éviter toute fuite de diptère adulte volant à l'extérieur de ces locaux. Les systèmes de ventilation des différents locaux sont munis de grilles empêchant le passage des insectes adultes.
Constats : Pas de constat de fuite d'insecte
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Prévention de la libération d'insectes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 19
Thème(s) : Élevage, Prévention de la libération d'insectes
Prescription contrôlée : Une procédure interne fixe les mesures à prendre en cas de renversement d'un récipient ou d'un bac contenant des insectes au sein des locaux en vue de leur récupération. Si ces insectes ne peuvent rejoindre l'élevage, ils sont manipulés dans des conditions garantissant leur destruction avant sortie des locaux.
Constats : Pas de procédure écrite fixant les mesures à prendre en cas de renversement d'un récipient ou d'un bac contenant des insectes au sein des locaux en vue de leur récupération. Pas de procédure écrite fixant les mesures à prendre pour garantir la destruction des insectes avant sortie des locaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 20 : Prévention de la libération d'insectes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 20
Thème(s) : Élevage, Prévention de la libération d'insectes
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des eaux usées connectées aux locaux d'élevage et de transit des insectes vivants sont équipés d'un ou plusieurs dispositifs évitant toute circulation d'insectes vivants (y compris sous forme d'œufs) vers l'extérieur du site (par exemple filtration, choc thermique, traitement UV).
Constats : Pas de non-conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Prévention de la libération d'insectes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 21
Thème(s) : Élevage, Prévention de la libération d'insectes
Prescription contrôlée : De façon générale, toutes les mesures sont prises pour garantir l'absence d'insectes vivants ou d'œufs au sein des produits, matières, déchets et effluents sortant du site (hors transfert spécifique d'insectes vivants vers d'autres destinataires).
Constats : pas de non-conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Prévention de la libération d'insectes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 22
Thème(s) : Élevage, Prévention de la libération d'insectes
Prescription contrôlée : Une procédure écrite détaille les différentes procédures disponibles et leurs modalités de mise en place (avec les délais de réalisation correspondants) pour mettre fin plus vite à une éventuelle libération d'insectes vers l'extérieur du site et procéder à l'élimination des insectes échappés hors des bâtiments (pièges, introduction de prédateurs qui peuvent être des poules ou d'autres prédateurs, traitement insecticide en conformité avec les autorisations de mise sur le marché de produits biocides).
Constats : Pas de procédure écrite qui détaille les différentes procédures disponibles et leurs modalités de mise en place
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 23 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 23
Thème(s) : Élevage, Émissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 susvisé en matière de : <ul style="list-style-type: none">- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-I) ;- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-III). La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.
Constats : Pas de rejet direct vers les cours d'eau. Un changement de filière de traitement des eaux usées eaux usées générées par le personnel dans les parties communes est à l'étude.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 24
Thème(s) : Élevage, Émissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Le prélèvement d'eau ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.
Constats : Pas d'information dans le dossier sur les besoins en eau des installations
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 25 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 42 > I.
Thème(s) : Élevage, bruit
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles. De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
Constats : pas de non-conformité observée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Véhicules - engins de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 42 > II.
Thème(s) : Élevage, bruit
Prescription contrôlée : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
Constats : pas de non-conformité observée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 43
Thème(s) : Élevage, Déchets et sous-produits animaux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du pré traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Pas de non-conformité observée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 44
Thème(s) : Élevage, Déchets et sous-produits animaux
Prescription contrôlée : La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas : - la capacité produite en 24 heures pour les déchets fermentescibles en l'absence de locaux ou de dispositifs assurant leur confinement et réfrigérés ; - la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
Constats : pas de non-conformité observée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 45
Thème(s) : Élevage, Déchets et sous-produits animaux
Prescription contrôlée : Les sous-produits animaux sont traités ou éliminés dans un atelier agréé au titre du règlement du 21 octobre 2009 susvisé.. Les sous-produits animaux sont stockés, pendant leur utilisation, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.. Le stockage des sous-produits animaux est effectué selon leur catégorie afin que leur collecte et leur traitement soient réalisés dans les conditions prévues par le règlement du 21 octobre 2009 susvisé, dans des contenants identifiés, et de manière qu'ils ne soient pas source de contaminations croisées.
Constats : pas de non-conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 46
Thème(s) : Élevage, Déchets et sous-produits animaux
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'Environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets utilisés et générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, ...) conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets dangereux à un tiers. Tout brûlage à l'air libre est interdit.
Constats : Pas de non-conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/1976, article 1
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Mme CHEVALLIER Paulette est autorisée à exploiter au lieu dit "Les Hurlevents" à TREMBLAY une verminière, rangée dans la 1ère classe de la nomenclature, sous le n° 58 B, 8°.
Constats : L'installation est exploitée par la VERMINIERE DE L'OUEST depuis de nombreuses années. Une demande de changement d'exploitant avait déjà été formulé mais l'exploitant ne dispose pas de récépissé de succession prouvant le changement d'exploitant. Une nouvelle demande de changement d'exploitant a été rempli le jour de l'inspection. La nomenclature a évolué. L'exploitant bénéficie de l'antériorité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1976, article 2-1
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Cet établissement, destiné à la préparation de larves de mouches ainsi qu'accessoirement à l'élevage de vers de terre, en vue de la vente d'appâts pour la pêche, sera éloigné des habitations, des entrepôts de denrées alimentaires et des logements d'animaux. Il devra être aménagé de telle façon qu'il ne puisse être la cause d'une quelconque pollution de cours d'eau, sources, abreuvoirs, mares et d'une façon générale de tout point d'eau. Il sera entouré de clôtures suffisantes pour, soustraire les opérations à la vue du public. Toutes dispositions seront prises en constituant notamment des écrans de verdure pour que les vents dominants ne puissent rabattre les odeurs sur les habitations et agglomérations voisines.
Constats : L'activité d'élevage d'appât pour la pêche est existante. De nouvelle orientation concernant la destination des larves d'insectes sont existante (pollinisation et désinsectisation)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 33 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/1976, article 2-2
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Les bâtiments de production seront construits en matériaux durs. Ils seront pourvus d'un nombre suffisant de postes d'eau sous pression. Le sol présentera une pente convenable pour conduire les eaux usées vers des canalisations siphonnées et reliées soit à une fosse étanche et couverte, soit à une station d'épuration. Les angles des murs entre eux et avec le sol et le plafond seront arrondis. Les revêtements de sol, des murs et des portes seront imperméables, imputrescibles et résistants aux chocs. Pour des raisons d'ordre pratique, afin d'éviter l'évasion des larves en cas de variations atmosphériques ou hygrométriques, le choix du matériau des tables et bacs est laissé à l'initiative de l'exploitant. Toutefois, ni la qualité ni la nature de ces matériels ne constitueront un obstacle pour l'entretien et la désinfection satisfaisante de l'ensemble. Dans l'hypothèse où un inconvénient quelconque apparaîtrait, l'exploitant serait tenu, sur simple réquisition des services de contrôle, à réaliser les modifications qui s'imposeraient.
Constats : pas de non-conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 34 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1976, article 2-3
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- L'établissement comportera obligatoirement :- un local réfrigéré, fermant à clef, parfaitement étanche, permettant d'entreposer les viandes et poissons devant servir de réceptacle à la ponte des mouches ou d'aliments pour les larves ;- des conteneurs clos où seront stockés avant leur enlèvement régulier - au minimum bihebdomadaire - par l'équarrisseur, les résidus et débris organiques provenant des locaux de production d'asticots ;- une aire cimentée et abritée pour recevoir la sciure désodorisée après usage et pouvant être transformée ultérieurement en compost.
Constats : pas de non-conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 35 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/1976, article 2-4
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour empêcher rigoureusement la dispersion des mouches et des larves à l'extérieur des locaux d'élevage, de récolte ou de stockage. En particulier, les ouvertures réservées à l'aspiration ou au rejet de l'air seront dotées d'un grillage à mailles suffisamment fines.
Constats : pas de non conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 36 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/1976, article 2-5
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Afin, d'éviter toute émission d'odeurs indésirables, l'air expulsé, avant d'être rejeté dans le milieu extérieur, sera filtré sur un dispositif approprié assurant une neutralisation complète des vapeurs et gaz toxiques ou malodorants, qu'il pourrait contenir.
Constats : Pas de perception d'odeur lié à l'activité à l'extérieur des bâtiments. Peu d'élevage de larve d'insecte à cette période.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 37 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1976, article 2-6
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : S'il ne peut diriger les eaux usées de l'établissement sur une station d'épuration par un réseau public d'assainissement, l'exploitant sera tenu de les désodoriser chimiquement avant épandage réalisé dans des conditions conformes à la réglementation et selon les modalités qui seront soumises à approbation.
Constats : Pas d'épandage réalisé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 38 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1976, article 2-7
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Toutes mesures utiles seront mises en oeuvre pour éviter la pullulation des rats et autres rongeurs.
Constats : Une lutte contre les nuisible est mise en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 39 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1976, article 2-8
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Aucun animal domestique ne pourra être entretenu dans l'enceinte de la verminière à l'exception, si besoin est, d'un chien de garde.
Constats : Aucun animal domestique n'est présent dans les locaux visités
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 40 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/1976, article 2-9
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Les locaux et les cours seront constamment maintenus en bon état de propreté. Les locaux devront être soumis à une désinfection hebdomadaire efficace. Un nettoyage général sera exécuté à la fin de chaque saison de production.
Constats : Les locaux et les cours sont en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 41 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1976, article 2-10
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : Il sera interdit d'introduire dans la verminière des saies ou déchets de viandes et poissons dont l'utilisation ne serait pas admise pour l'alimentation animale par la réglementation en vigueur.
Constats : Pas de non conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 42 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/1976, article 3
Thème(s) : Élevage, Dispositions liées à l'exploitation
Prescription contrôlée : - L'exploitant sera tenu d'observer les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité édictées par le Code du Travail ainsi que les mesures générales de protection et de salubrité. Notamment : - il mettra un vestiaire avec lavabo, boîte de secours et un sanitaire avec douche et cabinet d'aisance à la disposition du personnel ; - il installera les moyens de secours appropriés contre l'incendie tels que postes d'eau, extincteurs, seaux- pompes, sacs de sable, tas de sable meuble avec pelles, etc..
Constats : pas de non-conformité observé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet